

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

PIERRE CAUBOUÉ

Chronique des statistiques bancaires et des questions monétaires

Journal de la société statistique de Paris, tome 91 (1950), p. 336-352

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1950__91__336_0

© Société de statistique de Paris, 1950, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

V

CHRONIQUE DES STATISTIQUES BANCAIRES ET DES QUESTIONS MONÉTAIRES

Comme dans nos précédentes chroniques, nous commencerons par donner les dernières situations des banques publiées au *B. A. L. O.* au moment où nous écrivons, c'est-à-dire en septembre 1950. Celles-ci se trouvent être les situations au 31 décembre 1949 et au 31 mars 1950.

Nous donnerons également, afin de permettre des comparaisons instructives, la situation au 31 décembre 1948.

Ces situations ne comprennent pas : la Banque de France, la Banque de l'Algérie, le Crédit Foncier de France, le Crédit National, la Banque Française du Commerce Extérieur, les banques populaires, les banques du secteur coopératif, les caisses de crédit agricole. Elles comprennent, par contre, les sièges métropolitains des banques d'émission coloniales.

	EN MILLIONS DE FRANCS		
	31 décembre 1948	31 décembre 1949	31 mars 1950
ACTIF			
Caisse, Trésor public, Banque d'émission.	60.800	67.800	54.200
Banques et Correspondants.	91.400	103.800	97.600
Portefeuille effets.	725.400	905.800	859.400
Coupons.	3.900	3.600	3.300
Comptes courants.	140.300	158.700	179.500
Avances garanties.	14.400	16.500	17.200
Avances et débiteurs divers.	45.600	35.600	37.100
Débiteurs par acceptations.	56.100	53.600	61.900
Titres.	14.600	17.700	19.200
Actionnaires.	200	300	200
Comptes d'ordre et divers.	36.300	42.900	22.400
Immeubles et mobilier.	3.300	4.700	5.200
	<u>1.192.300</u>	<u>1.411.000</u>	<u>1.357.200</u>
Balance (position des agences extra-métropolitaines)	15.700	14.100	14.900
	<u>1.208.000</u>	<u>1.425.100</u>	<u>1.372.100</u>
PASSIF			
Comptes de chèques.	269.200	339.000	345.500
Comptes courants.	572.200	663.600	611.200
Banques et Correspondants.	71.400	89.900	91.600
Comptes exigibles après encaissement.	17.600	22.200	23.600
Créditeurs divers.	121.300	110.700	118.000
Acceptations à payer.	55.900	53.500	61.700
Dividendes restant à payer.	200	200	400
Bons et comptes à échéance fixe.	16.700	30.600	35.200
Obligations.	100	100	100
Compte d'ordre et divers.	55.100	73.000	43.100
Réserves.	9.200	13.200	12.000
Capital.	16.300	23.000	24.200
Report à nouveau.	500	600	700
	<u>1.205.700</u>	<u>1.419.600</u>	<u>1.367.300</u>
Balance.	2.300	5.500	4.800
	<u>1.208.000</u>	<u>1.425.100</u>	<u>1.372.100</u>
HORS BILAN			
Engagements par cautions et avals.	178.900	210.500	241.800
Effets escomptés circulant sous endos (1).	174.300	258.100	274.200
Ouvertures de crédits confirmés.	58.800	83.000	85.900

Nous allons maintenant étudier l'évolution des différents postes de ces situations pendant la période envisagée.

Dans nos précédentes chroniques, la signification des divers postes a été donnée :

ACTIF : Portefeuille effets.

31 décembre 1948 : 725 milliards.

31 décembre 1949 : 905 milliards, soit une augmentation de 24,82 %.

31 mars 1950 : 859 milliards, soit une diminution de 5,08 %.

Au cours de l'année 1949 le portefeuille effets a sensiblement moins augmenté qu'en 1948 où cette augmentation avait été de 71,80 %. Cela est dû, pour une grande partie à la stabilité des prix obtenue pendant 1949 et pour une autre part aux augmentations du réescompte des banques, soit à la Banque de France, soit au Crédit National et à la Caisse des Dépôts et Consignations.

(1) Les effets circulant sous endos ne comprennent pas les Bons du Trésor et les acceptations du Crédit National.

Quant à la diminution survenue pendant le premier trimestre, elle s'explique en partie par le fait que l'échéance du 31 décembre 1949 ayant été reportée au 3 janvier 1950, une partie des effets des banques n'a pas été sortie de leur portefeuille à la fin de l'année.

Comptes courants.

31 décembre 1948 : 140 milliards.
31 décembre 1949 : 158 milliards, soit une augmentation de 12,85 %.
31 mars 1950 : 179 milliards, soit une augmentation de 13,29 %.

Ici également nous trouvons une diminution sensible de l'augmentation du concours des banques à la clientèle par rapport à 1948 où le pourcentage d'augmentation avait été de 40 %, mais par contre, au cours du premier trimestre 1950, l'augmentation a été, si l'on tient compte du facteur temps beaucoup plus importante que pendant l'année 1949.

Avances garanties.

31 décembre 1948 : 14 milliards.
31 décembre 1949 : 16 milliards, soit une augmentation de 14,28 %.
31 mars 1950 : 17 milliards, soit une augmentation de 6,25 %.

Ces chiffres sont en progression alors que les *Avances et Débiteurs divers* sont en diminution avec :

31 décembre 1948 : 45 milliards.
31 décembre 1949 : 35 milliards, soit une diminution de 22,22 %.
31 mars 1950 : 37 milliards, soit une très légère augmentation de 5,71 %.

Comme nous l'avons dit dans nos précédentes chroniques, les variations de ce compte n'ont pas de signification précise.

Débiteurs par acceptations.

31 décembre 1948 : 56 milliards.
31 décembre 1949 : 53 milliards, soit une diminution de 5,35 %.
31 mars 1950 : 61 milliards, soit une augmentation de 15,09 %.

Ce poste qui avait augmenté en 1948 de 21,73 % a subi, en 1949, une légère diminution et une augmentation beaucoup plus importante pendant le premier trimestre 1950. Nous rappelons que ce poste enregistre à la fois des opérations de financement du commerce extérieur et des opérations de crédit mobilisable.

Titres

31 décembre 1948 : 14 milliards.
31 décembre 1949 : 17 milliards, soit une augmentation de 21,42 %.
31 mars 1950 : 19 milliards, soit une augmentation de 11,76 %.

L'augmentation est moins importante qu'en 1948 où elle avait atteint un pourcentage de 40 %. L'augmentation de ce poste traduit à la fois les nouvelles participations prises par les banques dans le capital des entreprises et principalement l'utilisation de leurs droits dans les sociétés dont elles possèdent des titres.

PASSIF : Comptes chèques et Comptes courants.

31 décembre 1948	: 841 milliards.
31 décembre 1949	: 1.002 milliards, soit une augmentation de 19,14 %.
31 mars 1950	: 956 milliards, soit une diminution de 4,59 %.

L'augmentation des dépôts a été beaucoup moindre qu'en 1948 où elle avait atteint 66,86 %. Elle a même été beaucoup moindre que les chiffres l'indiquent car les comptes créditeurs ont été gonflés au 31 décembre 1949 de provisions constituées en vue de l'échéance de fin d'année dont le règlement a été partiellement reporté au 3 janvier 1950. Ce gonflement exceptionnel étant évalué à une trentaine de milliards; compte tenu de ce rectificatif, le chiffre des dépôts a peu varié pendant le premier trimestre 1950, il en avait été de même pendant le premier trimestre 1949.

Banques et Correspondants.

31 décembre 1948	: 71 milliards.
31 décembre 1949	: 89 milliards, soit une augmentation de 25,35 %.
31 mars 1950	: 91 milliards, soit une augmentation de 2,24 %.

Une partie de l'augmentation correspond aux avances sur bons du Trésor ou acceptations du Crédit National dont les banques ont fait un plus grand usage auprès de la Banque de France.

Créditeurs divers.

31 décembre 1948	: 121 milliards.
31 décembre 1949	: 110 milliards, soit une diminution de 9,09 %.
31 mars 1950	: 118 milliards, soit une augmentation de 7,27 %.

Comme il a été dit dans la chronique précédente, les plus grosses variations de ce poste sont imputables au mouvement des souscriptions.

Bons et comptes à échéance fixe.

31 décembre 1948	: 16 milliards.
31 décembre 1949	: 30 milliards, soit une augmentation de 87,5 %.
31 mars 1950	: 35 milliards, soit une augmentation de 16,66 %.

Ce poste qui avait progressé de 45,45 % en 1948 a bondi à 87,5 % en 1949 alors que les dépôts à vue n'augmentaient que de 19,14 %. C'est là un phénomène intéressant dû sans doute à ce que particuliers et entreprises utilisent, plus volontiers que jadis, les comptes à échéance lorsqu'ils pensent n'avoir pas à utiliser leurs fonds pendant un certain temps.

Capital.

31 décembre 1948	: 16 milliards.
31 décembre 1949	: 23 milliards, soit une augmentation de 43,75 %.
31 mars 1950	: 24 milliards, soit une augmentation de 4,34 %.

Les banques ont entendu la demande qui leur avait été faite par le Gouverneur de la Banque de France d'augmenter leur capital et la progression de ce

poste a été de 43,75 % en 1949 contre 23,97 % en 1948. Malgré cette augmentation de capital et bien que la progression des dépôts, en 1949, ait été relativement faible, la proportion du capital aux dépôts qui était de 2,09 au 31 mars 1949 ne s'élève, au 31 mars 1950, qu'à 2,5 %, soit à peu de chose près celle du 31 mai 1947.

Hors bilan : Engagements par caution et aval.

31 décembre 1948 : 178 milliards.
31 décembre 1949 : 210 milliards, soit une augmentation de 17,97 %.
31 mars 1950 : 241 milliards, soit une augmentation de 14,76 %.

La progression qui avait été considérable en 1948 : 242 % s'est sensiblement ralentie au cours de la période sous revue. Les banques ont entendu les sages conseils de la Banque de France leur rappelant que, malgré tous ses attraits, ce genre d'opérations n'était pas exempt de risques, et leur prônant la prudence.

Effets escomptés circulant sous endos.

31 décembre 1948 : 174 milliards.
31 décembre 1949 : 258 milliards, soit une augmentation de 48,27 %.
31 mars 1950 : 274 milliards, soit une augmentation de 6,2 %.

La progression de ces opérations a été également freinée. Rappelons que l'augmentation avait été en 1948 de 180 %. Il n'en reste pas moins vrai que les banques ont toujours un besoin urgent de réescompter leur papier auprès des grands établissements réescompteurs : Banque de France, Crédit National, Caisse des Dépôts et Consignations.

Ouverture de crédits confirmés.

31 décembre 1948 : 58 milliards.
31 décembre 1949 : 83 milliards, soit une augmentation de 43,10 %.
31 mars 1950 : 85 milliards, soit une augmentation de 2,40 %.

Conclusion.

Nous continuons à regretter que le Conseil National du Crédit ne donne pas le coefficient de liquidité des banques qu'il est seul à connaître. Nous avons calculé cette liquidité en nous basant sur les chiffres publiés aux bilans, qui, ainsi que nous l'avons maintes fois expliqué, sont incomplets.

Nous obtenons ainsi le chiffre de liquidité suivant :

$$31 \text{ décembre } 1949 \quad \frac{1098}{1250} = 0,80$$

$$31 \text{ mars } 1950 \quad \frac{1014}{1228} = 0,91$$

contre 0,83 au 31 décembre 1948, 0,79 au 31 décembre 1947 et 0,80 au 31 décembre 1946.

Le coefficient de liquidité des banques françaises semble donc extrêmement stable.

SITUATION DES DÉPÔTS

Nous donnons ci-dessous la situation mensuelle des dépôts des grands établissements de crédit : Crédit Lyonnais, Société Générale, Comptoir National d'Escompte de Paris, Crédit Industriel et Commercial, celle de la circulation fiduciaire et le rapport de la circulation fiduciaire aux dépôts. Pour des explications plus détaillées concernant le tableau ci-dessous, nous nous permettons de renvoyer le lecteur à l'une de nos précédentes chroniques n° 7-8 juillet-août 1945, p. 182.

MONTANT DES DÉPÔTS dans les quatre grands établissements de crédit en milliards	DATE	MONTANT de la circulation fiduciaire en milliards	RAPPORT de la circulation fiduciaire aux dépôts
32,5	31 décembre 1938	112	2,45
41,5	31 décembre 1939	151	3,68
61	31 décembre 1940	218	3,57
75,3	31 décembre 1941	270	3,55
85	31 décembre 1942	382	4,40
98,9	31 décembre 1943	500	5,05
109,3	31 décembre 1944	572	5,23
197,7	31 décembre 1945	570	2,87
252,2	31 décembre 1946	733	2,90
300,5	31 décembre 1947	920	3,07
477	31 décembre 1948	987	2,07
475	31 janvier 1949	1.000	2,10
469	28 février 1949	1.024	2,18
464	31 mars 1949	1.054	2,25
496	30 avril 1949	1.047	2,11
486	31 mai 1949	1.080	2,22
495	30 juin 1949	1.115	2,25
525	31 juillet 1949	1.134	2,16
521	31 août 1949	1.178	2,26
532	30 septembre 1949	1.210	2,27
553	31 octobre 1949	1.238	2,23
527	30 novembre 1949	1.240	2,35
548	31 décembre 1949	1.278	2,33
553	31 janvier 1950	1.289	2,33
545	28 février 1950	1.271	2,33
543	31 mars 1950	1.321	2,43
570	30 avril 1950	1.332	2,30
559	31 mai 1950	1.360	2,45
563	30 juin 1950	1.382	2,45

Au cours de l'année 1949 et du premier semestre de l'année 1950, la situation des dépôts par rapport à la circulation de la Banque de France a cessé de s'améliorer, et cette circulation a augmenté plus rapidement que les dépôts.

Différents facteurs, sans doute, ont contribué à augmenter la circulation de la Banque de France plus vite que celle des dépôts. Une certaine thésaurisation des billets a pu avoir lieu et le gonflement de certains prix a pu aussi créer des besoins de billets plus importants.

Quoi qu'il en soit, par rapport aux chiffres du 31 décembre 1938, le coefficient d'augmentation de tous les dépôts bancaires, au 30 juin 1949 était de 1766 alors que celui de la circulation de la Banque de France n'était que de 1.233.

Comparé à l'évolution des prix de gros, l'indice d'augmentation des dépôts au 30 juin 1949 est passé de 1.669 à 1.766, tandis que l'indice des prix de gros est passé de 1.783 à 2.035.

ACTIVITÉ DU CONSEIL NATIONAL DU CRÉDIT
ET DES ORGANISMES PROFESSIONNELS BANCAIRES

Le desserrement du crédit, abaissement des conditions de banque.

La politique de resserrement du crédit a continué à être attaquée au cours de la période sous revue. En mars 1950, l'Assemblée Nationale invita le gouvernement à faire relever le plafond de réescompte des banques de façon à leur permettre d'augmenter le plafond des crédits consentis à leurs clients et en premier lieu aux entreprises de moyenne et de petite importance. En fait, le ralentissement des affaires, l'amenuisement de la trésorerie des entreprises, le manque de moyens du système bancaire français allaient obliger les pouvoirs publics à reviser leur politique. Si pendant trois années nous avons étudié, ici même, les mesures prises pour resserrer le crédit, nous énumérerons, cette fois-ci, les mesures prises pour le desserrer. En avril 1950, les journaux financiers firent connaître que le Conseil National du Crédit annonçait l'expansion du crédit bancaire. Les termes que nous avons employés nous-mêmes, dans ce journal, au cours de nos différentes chroniques, non pas tant pour critiquer la politique du resserrement du crédit, mais les raisons invoquées pour la justifier, furent utilisés. Les organismes officiels découvrirent que l'inflation commerciale n'est pas une mauvaise inflation et n'a pas d'effets désastreux; que la masse monétaire était insuffisante et pouvait être augmentée sans danger. Ensuite, on passa aux actes; le plafond d'escompte accordé aux banques par l'Institut d'émission fut révisé; de 187 milliards, il passa à 219 milliards (1) et, en avril 1950, la Banque de France éleva de 50 à 100 millions de francs la limite au delà de laquelle les crédits bancaires sont soumis à son autorisation.

D'autre part, il semble que la politique de dirigisme du crédit qui consiste, comme nous l'avons vu dans nos précédentes chroniques, à restreindre le crédit pour des industries en état de surproduction ou de stockage, ait de moins en moins de partisans, à tort à notre sens, car elle a obtenu certains succès en freinant la production dans des branches industrielles dont les marchandises s'écoulaient difficilement.

Notons que la Banque de France veille de plus en plus à ce que les entreprises mettent leurs fonds propres en harmonie avec le montant des crédits qu'elles demandent, soit par des apports de capital, soit par l'auto-financement.

La clientèle continue à se plaindre des restrictions de crédit comme faisant obstacle au développement économique du pays. Elle incrimine également le coût élevé de celui-ci. Au cours de l'année 1950, les organisations patronales se sont plaintes à différentes reprises au ministère des Finances, qui d'ailleurs

(1) A l'Assemblée de l'Union Européenne Industrielle et Financière, qui, ainsi qu'on le sait, est contrôlée par le groupe Schneider (Le Creusot), le conseil de cette banque avait déclaré : « que la politique suivie depuis trois ans en France semblait avoir exercé, à certains points de vue, une influence salutaire et que, ce résultat obtenu, il serait sans doute opportun maintenant de rendre plus de souplesse au mécanisme du crédit. Ceci s'applique, en particulier, aux facilités que les banques mettent traditionnellement à la disposition de leur clientèle sous forme d'escompte de papier commercial. » Certaines personnes conclurent cette déclaration que les restrictions de crédit qui avaient jusqu'alors favorisé la grosse industrie commençaient à la gêner.

admit leur point de vue, que les conditions élevées du loyer de l'argent empêchaient le développement des entreprises et la baisse du prix de la vie. En admettant que ces syndicats aient été de bonne foi, nous ne pouvons voir dans leurs doléances que le reflet des doctrines enseignées par certains économistes et suivant lesquelles le loyer de l'argent a un rôle moteur et de premier rang dans le développement économique des nations, doctrines erronées s'il en fût. Si elles étaient exactes, la France, de 1870 à 1914, période pendant laquelle l'argent fut abondant et bon marché chez nous, aurait eu un développement économique beaucoup plus grand que l'Allemagne où le taux de l'argent était supérieur de deux à trois points, c'est-à-dire près du double de ce qu'il était en France. On ne sait que trop, hélas, que le contraire se produisit. Nous prendrons un autre exemple, aussi typique. Beaucoup de maisons vendent à 45 jours et acceptent, si le client paie comptant, un rabais de 2 %; or, un rabais de 2 % pour 45 jours correspond à un intérêt annuel de 16 %. Si les industriels considèrent ce taux comme raisonnable, puisqu'ils l'ont fixé eux-mêmes, comment peuvent-ils s'insurger contre les conditions d'escompte qui, pour de bonnes maisons, ne dépassent pas 3,10 % et des conditions de découvert qui atteignent 6 1/2 %?

Quoi qu'il en soit, à la demande de la Banque de France, l'Association Professionnelle des Banques consentit des abaissements importants sur les conditions faites à la clientèle capitaliste : droits de garde, location de coffres, opérations diverses, et sur les conditions de crédit : découverts et cautions, avals, acceptations. Ces abaissements ne furent pas jugés suffisants et, après la baisse du taux d'escompte de la Banque de France de 3 à 2 1/2 et du taux des avances de 4 1/2 à 3 3/4, l'Institut d'Émission invita l'Association Professionnelle des Banques à examiner d'aller plus loin et de réduire certains autres tarifs qui ne sont pas automatiquement liés aux taux officiels de l'escompte et des avances sur titres. Il s'agissait de supprimer la commission d'endos (0,60 %) sur les crédits à moyen terme et d'appliquer au taux des intérêts débiteurs la même baisse qu'aux avances de la Banque de France, soit 3/4 %.

Dans sa réponse, l'Association rappela que le commerce était plus intéressé actuellement par le volume du crédit que par son prix et que, d'autre part, des décisions récentes avaient déjà réduit les rémunérations des services bancaires; dans ces conditions, elle ne pouvait répondre favorablement à la demande qui lui était présentée. Usant des pouvoirs qui lui sont conférés par la loi, le Gouverneur de la Banque de France demanda au Conseil National du Crédit de procéder à une réduction d'office de la commission d'endos sur les crédits à moyen terme de 0,60 à 0,30 % l'an et de l'intérêt minimum débiteur des avances de 5,75 à 5,50 %, réduction qui fut votée par l'ensemble du Conseil moins les voix des représentants des banques et du personnel. C'était la première fois que les banques et leur personnel votaient dans le même sens depuis la création du Conseil National; c'était également la première fois que cette Assemblée imposait aux banques des conditions de crédit; jusqu'alors, elle s'était contentée d'homologuer celles qui lui étaient présentées par l'Association Professionnelle des Banques. Précisons que dans le cas de désaccord avec l'Association Professionnelle des Banques le vote du Conseil National du Crédit doit être approuvé par le ministère des Finances, qui, évidemment, dans le cas

qui nous occupe, l'approuva, l'abaissement des conditions de banque étant un des facteurs de sa politique économique et financière.

En dehors de ces mesures d'ordre général, la Banque de France décida d'accorder aux banques françaises des industries exportatrices, des crédits de cinq ans dans le cas où ces opérations seraient garanties par l'État en exécution de la loi du 5 juillet 1949 (1). Ces opérations, faites dans le cadre du crédit à moyen terme avec réescompte au Crédit National et moyennant l'accord préalable de la Banque de France, bénéficieront d'un taux global minimum de 5 % environ, prime d'assurance non comprise.

La Banque de France a décidé, le 29 juin 1950, d'admettre à son escompte, dans le cadre général des dispositions prévues pour la mobilisation des crédits à moyen terme, les effets représentatifs de crédits consentis dans la limite d'une durée de cinq ans pour le financement de la construction mobilière.

Il convient également de signaler que, dans sa déclaration ministérielle du 11 juillet 1950, M. Pleven a mentionné que le gouvernement développerait la politique de desserrement du crédit, en particulier par l'octroi de crédits à moyen terme au profit des petites et moyennes entreprises. Cette promesse a fait naître tellement d'espoirs qu'ils risquent fort d'être déçus (2).

Enfin, le 3 août 1950, par une déclaration précédée de nombreux considérants (3), le Conseil National du Crédit demanda au ministère des Finances l'allègement du plancher des bons du Trésor imposé aux banques, au Gouver-

(1) Cette loi, dans son article 15, habilite le ministre des Finances et des Affaires Économiques à accorder la garantie de l'État à des opérations de commerce extérieur qui présentent un caractère essentiel pour l'économie nationale. La garantie de l'État est accordée après avis d'une commission consultative dite commission des garanties et du crédit au Commerce extérieur.

(2) Dans un avis adopté le 12 juillet 1950, le Conseil économique « estime qu'il faut transférer à l'artisanat et aux petites et moyennes entreprises une partie des crédits dont bénéficient actuellement le financement des stocks spéculatifs et de soutien des prix, ainsi que le financement des dépenses publiques ».

« Dans ce dessein et afin d'éviter en même temps le retour à l'inflation, le Conseil économique préconise notamment les mesures suivantes :

« Supprimer les obligations actuellement imposées aux banques de réemployer une partie de leurs disponibilités en Bons du Trésor ;

« Interdire aux banques tout financement de stocks spéculatifs. Pour conserver le même volume global des crédits, abaisser les plafonds de réescompte actuellement établis par la Banque de France dans une proportion égale au rapport existant entre, d'une part le total des crédits et, de l'autre, le montant de ceux qui seront mis hors plafond en faveur de l'artisanat de petites et moyennes entreprises de l'industrie et du commerce et de l'agriculture et, simultanément, d'abaisser de 100 à 50 millions le plancher de l'autorisation préalable de la Banque de France à l'octroi des crédits.

« Mettre hors plafond du réescompte les crédits à court terme à l'artisanat et aux petites et moyennes entreprises de l'industrie, du commerce et de l'agriculture.

« Permettre à la Caisse Centrale de crédit coopératif de donner son aval avec garantie de l'État sur des effets qui seraient escomptés par les Banques et réescomptés par la Banque de France.

« Allonger de cinq à douze ans, en faveur des seules petites entreprises, la durée des crédits à moyen terme réescomptables. »

Nous doutons fort que la plupart de ces résolutions soient jamais adoptées par les pouvoirs publics.

(3) Parmi ces considérants, tous pertinents, l'un d'eux faisait remarquer que l'ensemble de l'encours global du crédit bancaire à court et à moyen terme, utilisé par l'ensemble des entreprises françaises, était passé entre le 30 septembre 1948 et le 30 juin 1950 de 746 milliards environ à 1.250 milliards environ, soit une augmentation globale de 500 milliards environ, c'est-à-dire 67 %, ce qui montrait que dans cette période il n'y avait pas eu blocage du crédit bancaire, mais seulement limitation nécessaire de ses tendances expansives, lesquelles étaient établies par l'insistance des appels au crédit et l'allongement des échéances commerciales.

neur de la Banque de France la revision du plafond de réescompte fixé aux banques, aux pouvoirs publics de favoriser le crédit aux petites et moyennes entreprises et, l'accélération des paiements des administrations et entreprises publiques; enfin la mise en œuvre de toutes mesures susceptibles de faciliter le crédit à long terme et l'abaissement de son taux, etc...

Il est trop tôt pour savoir si ces demandes recevront satisfaction.

La guerre de Corée modifiera l'évolution économique mondiale. Comme l'a fait remarquer Bertrand de Jouvenel, les différentes déflations qui se faisaient sentir dans les divers pays vont être ou sont déjà stoppées par l'effort de réarmement qui s'impose aux puissances occidentales. Toute la politique bancaire française devra être révisée en fonction de cette nouvelle orientation économique et politique.

Elle commence à l'être; dans un discours prononcé le 3 septembre 1950, M. Plevin a déclaré que le crédit constituait un puissant levier de gouvernement et qu'il comptait en user. Espérons qu'il ne demandera pas à cette politique plus qu'elle ne peut donner et, qu'il ne lui assignera pas des objectifs trop élevés. Le crédit n'est pas une panacée qu'un ministre peut employer à guérir toutes les maladies du corps économique.

LE CRÉDIT A MOYEN TERME

Dans nos précédentes chroniques, nous avons indiqué que tout l'édifice du crédit à moyen terme, dont l'importance ne doit pas être sous-estimée puisqu'il représente une circulation d'effets de 169.732 milliards, soit 50 % de la circulation des effets commerciaux, reposait sur un postulat erroné, à savoir, que dans l'espace de cinq ans l'entreprise pouvait amortir sa dette.

Mais si l'entreprise amortit sa dette, avec quel argent achètera-t-elle les nouvelles machines qui lui seront nécessaires, les anciennes étant bonnes à mettre à la ferraille? A quoi on a répondu que les machines pourraient fonctionner plus de cinq ans, sept, huit ans, et qu'ainsi le problème se trouvait résolu; que les machines achetées avec le produit de l'emprunt permettraient de telles économies (?) que l'entreprise pourrait réaliser en cinq ans, qu'un double amortissement serait possible — ce qui résolvait le problème — mais qui, deux fois sur dix, était faux; enfin, que le moyen terme était l'antichambre du long terme, formule ingénieuse qui semblait tout résoudre et ne résolvait rien car pour les petites et moyennes entreprises le long terme est très difficile à trouver et l'atonie du marché financier ne permet pas aux grosses entreprises de s'adresser à lui.

Les échéances des premiers crédits à moyen terme commencent à arriver et elles se font, comme il était à prévoir, plutôt mal que bien. D'autre part, en raison de la difficulté de trouver des capitaux sur le marché financier et monétaire, les entreprises au cours de 1949 ont fait un large appel au crédit à moyen terme. Le Crédit National a accordé 64 milliards d'engagements de mobilisation pour des crédits de cette sorte, soit deux fois plus d'opérations nouvelles qu'en 1948 (le chiffre total de ces engagements s'élève à 129 milliards) et une somme supérieure de 3 milliards aux émissions d'actions et d'obli-

gations pendant l'année 1949. En 1948, ces opérations atteignaient seulement un peu plus du tiers du montant des émissions.

D'autre part, la déclaration précitée du Conseil National du Crédit signale que, du 30 septembre 1948 au 30 juin 1950, l'expansion globale de 500 milliards de crédit bancaire a été plus importante pour le crédit à moyen terme, dont le volume a fait plus que doubler entre les deux dates considérées, que pour le crédit à court terme qui s'est accru de 53 %.

Nous nous trouvons donc devant une situation grave, d'autant plus grave que le Crédit National n'est pas le seul à intervenir dans la mobilisation du crédit à moyen terme. La Caisse des Dépôts et Consignations assume aussi la mobilisation de crédit à moyen terme pour des montants s'élevant à 83 milliards et la Caisse des Marchés pour 91 milliards. Enfin, le Crédit Agricole et le Crédit Foncier de France financent également des crédits à moyen terme.

La gravité de cette situation n'a pas échappé à certaines personnes et au Crédit National lui-même. Son dernier rapport contient l'appréciation suivante : « Bien que notre intervention ait permis à l'industrie de ressentir moins sévèrement les effets de l'appauvrissement du marché financier et de poursuivre ainsi la modernisation de ses équipements, de telles constatations méritent de retenir l'attention. Les entreprises ne peuvent se charger exagérément de crédit amortissables en cinq ans et on ne saurait songer raisonnablement à un allongement de la durée de ces crédits bénéficiant de notre engagement de mobilisation. »

C'est donc au moment où la situation du crédit à moyen terme devient critique que le gouvernement songe, comme nous l'avons vu, à en étendre l'emploi pour aider les petites et moyennes entreprises et encourager la construction d'immeubles d'habitation.

DISPOSITIONS LÉGISLATIVES INTÉRESSANT LES BANQUES

La loi du 27 mai 1950 a modifié la composition et les attributions de la Commission de Contrôle des Banques qui avaient été fixées par la loi du 2 décembre 1945. Outre le Gouverneur de la Banque de France, le Président de la Section des Finances du Conseil d'État, le Directeur du Trésor au ministère des Finances, le Directeur chargé des Questions de crédit au département des Affaires Économiques ou leurs suppléants, la Commission de Contrôle comprendra désormais un représentant des banques ou son suppléant, nommés par arrêté du ministère des Finances sur présentation de l'Association professionnelle des Banques et un représentant du personnel des banques ou son suppléant nommés par arrêté du ministre des Finances sur présentation des organisations syndicales les plus représentatives. Dans l'examen des affaires intéressant l'Algérie, la Commission de Contrôle s'adjoint le Gouverneur de la Banque de l'Algérie et de la Tunisie et le Directeur Général des Finances de l'Algérie ou leurs suppléants.

Le nouveau texte définit les pouvoirs et les fonctions de la Commission de Contrôle :

— elle exerce tous les pouvoirs d'investigation, de contrôle et de discipline prévus dans les textes organiques des 13 et 14 juin 1941;

— elle peut nommer un liquidateur à toutes les entreprises qui cessent leurs opérations;

— elle peut désigner un administrateur provisoire chargé de suppléer à la carence de l'administration, de la gérance ou de la direction d'une banque ou d'un établissement financier;

— elle est chargée d'exercer les attributions dévolues à la section compétente en matière de crédit de la Commission de Vérification des Entreprises publiques (L. du 6 janv. 1948) pour la Banque de France, la Banque de l'Algérie et de la Tunisie, la Banque de Madagascar et les banques nationalisées;

— elle établit chaque année pour chacune de ces banques un rapport dans lequel elle expose ses constatations et ses propositions en ce qui concerne l'activité et les résultats, le mode de gestion, la structure et l'organisation de l'entreprise vérifiée.

Ces rapports sont adressés :

— au ministère des Finances et des Affaires Économiques;

— à la Commission de Vérification des Entreprises publiques.

Cette dernière présente ses conclusions en vue d'amélioration ou de réforme; elle peut inviter la Commission de Contrôle à étudier un point précis.

Il est précisé enfin, que toutes les décisions de la Commission de Contrôle sont notifiées au Conseil National du Crédit.

DIMINUTION DU TAUX D'ESCOMPTE ET DES AVANCES DE LA BANQUE DE FRANCE ET MODIFICATION DANS LA PRÉSENTATION DE LA SITUATION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION

Afin de combattre le ralentissement des affaires, le Conseil général de la Banque de France, dans sa séance du 8 juin 1950, décida l'abaissement du taux de l'escompte de 3 % à 2 1/2 % et du taux des avances sur titres de 4 1/2 à 3 3/4 %. Le taux d'achat des effets publics dont l'échéance n'excède pas trois mois et le taux des avances à 30 jours sur effets publics restaient inchangés à 2 1/2 %.

A partir du 5 janvier 1950, la Banque de France a modifié la présentation de son bilan, d'abord en groupant les différents postes de l'actif et du passif par nature d'opérations; ensuite, en introduisant quelques comptes nouveaux en vue de faire apparaître certaines opérations qui, précédemment, se trouvaient confondues sous un même intitulé. La modification la plus importante a été la subdivision en quatre postes du Portefeuille : Effets escomptés sur la France, Effets escomptés sur l'étranger, Effets garantis par l'Office des Céréales, Effets de mobilisation de crédit à moyen terme. Ce dernier poste comprend les effets souscrits par les entreprises, privées ou nationalisées, à l'ordre de leurs banques en représentation de crédits à moyen terme et négociés à la Banque de France, principalement par l'intermédiaire d'établissements publics ou semi-publics de crédit, tels que le Crédit National, la Caisse des Dépôts et Consignations ou le Crédit Foncier de France. La Banque de France fournit ainsi un renseignement très important. En moyenne, le chiffre des effets à moyen terme escomptés est de plus du tiers du poste : Effets escomptés sur la France.

Ce pourcentage élevé montre l'importance de la circulation de ces effets. Du point de vue doctrinal pur, cette couverture des billets de banque n'est pas de premier ordre. Mais nous sommes à une époque et dans une situation telles, que les conceptions orthodoxes ne peuvent plus être prises en considération.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE

Au cours du premier semestre de 1949, le marché monétaire fut constamment étroit avec des taux d'argent au jour le jour supérieurs de 1/2 % au taux des avances à 30 jours à la Banque de France et des taux sur les Bons du Trésor plus élevés que la parité. Pendant le second semestre 1949, au contraire, l'argent a été plus facile. Le premier semestre de 1950 a connu un marché sans tendance bien définie; certains jours connaissant une abondance de capitaux qui était suivie quelque temps après par un manque de fonds mis à la disposition du marché.

APPAUVRISSMENT DU SYSTÈME BANCAIRE FRANÇAIS

Une revue britannique a donné, en 1950, la liste des 73 plus grandes banques du monde, classées suivant le montant de leur actif total calculé en livres. Aucune banque française ne figure dans cette liste, alors qu'une banque espagnole vient au vingt-deuxième rang. En 1926, dans un tableau analogue, une banque française venait au vingt-sixième rang. Ces constatations se passent de tout commentaire.

STATISTIQUE DES QUESTIONS MONÉTAIRES

a) *Circulation des billets en France.* — Le montant des billets en circulation est passé, de 987 milliards fin 1948, à 1.278 milliards fin 1949, soit une augmentation de 29 %.

Au cours des années précédentes, les variations de la circulation monétaire d'une année sur l'autre avaient été les suivantes :

En 1948, on avait enregistré une augmentation de 7,28 %, la circulation des billets n'étant que de 920 milliards en 1947. Cette année 1947 avait marqué une augmentation de 25,51 %; en 1946 de 26,7 %; en 1945 une diminution de 0,35 % due au retrait des billets de 5.000 francs et des augmentations de 15,04 % en 1944, 32 % en 1943, 42 % en 1942.

b) *Évolution du marché du franc et de l'or.* — Nous avons vu, au cours de notre précédente chronique, que de janvier 1949 à avril 1949, le franc s'était amélioré sur les marchés parallèles de 40 % pour, à partir du mois de mai jusqu'à janvier, reperdre environ 20 % de son avance. Au cours de février, le franc recommença à progresser pour atteindre le cours officiel qu'il conserva jusqu'en juillet 1950. Les événements de Corée apportèrent quelques perturbations dans la tenue du franc sur le marché parallèle en le faisant baisser.

Cours du franc suisse sur le marché parallèle à Paris.

	1949	1950
Janvier	119	90
Février	100	89
Mars	90	82,5 +
Avril	83 +	82 +
Mai	90	82 +
Juin	86	82,25 +
Juillet	86,50	87,50
Août	94,50	87
Septembre	88,50	
Octobre	87,50	
Novembre	88	
Décembre	91	

+ A ce moment-là, l'écart entre le cours officiel et le cours noir du F. S. fut supprimé.

Cette amélioration du franc français est due à la stabilité des prix — provoquée par le retour de l'équilibre entre la production et la consommation — et à celle des salaires. Une amélioration de notre balance étrangère des comptes provoqua, comme nous le verrons, de grands espoirs que les répercussions mondiales des événements de Corée risquent d'anéantir. Ces événements produisirent sur le marché parallèle une avance générale des monnaies, mais cette hausse n'atteignit que 3 à 4 % suivant les devises et fut ainsi très limitée par rapport à celle de l'or.

Pendant la période sous revue, jusqu'à l'envahissement de la Corée du Sud par la Corée du Nord, survenue le 25 juin 1950, l'or ne fit que baisser.

Ainsi, de juin 1949 à juin 1950, l'or en lingots passa en Suisse de 51 \$, l'once à 37 \$, soit presque le prix d'achat officiel (35 \$). La prime sur le prix officiel descendit ainsi de 47 % à environ 5 %. Sur la même place, le prix en dollars de l'or monnayé fléchit de 20 % et sa prime sur le cours d'achat de l'or monétaire descendit de 58 % à 27 %.

En France, le louis que nous avons laissé à 4.280 le 1^{er} septembre 1949, descendit d'une façon régulière jusqu'à près de 3.000 au cours de la première quinzaine de juin 1950. La baisse enregistrée a été générale dans le monde. Elle est en partie due au fait que la Chine de Tchang Kai Chek absorbait de grandes quantités d'or pour des raisons diverses (1) et que ces achats cessèrent peu à peu, au fur et à mesure des succès de Mao Tsé Toung.

Les événements de Corée, en faisant planer sur les peuples la menace d'un conflit mondial, changèrent la tendance du marché de l'or. Sur toutes les places l'or monta, mais Parisregistra la plus forte hausse. Le louis passa à 3.560 le 6 juillet, soit une hausse de 20 % sur les cours du début de juin. La hausse du lingot pendant la même période fut de 15 %. A Tanger, on n'enregistra sur le lingot qu'une hausse de 3 % contre 25 % à Hong Kong, mais plus de la moitié de cette avance fut abandonnée par la suite, 10 % à Alexandrie, 5 % à Bombay. En laissant de côté la place de Hong Kong, très sensible par suite de sa position économique et géographique, c'est Paris qui se montre le marché le plus ner-

(1) Cf. *Nouvelle Revue d'Économie contemporaine*, juillet 1950. François HERBETTE : « La baisse de l'or et l'étalon monétaire international. »

veux sur l'or, ce qui montre combien il faut être prudent dans les déductions avantageuses que l'on peut tirer de l'amélioration du franc pendant la période envisagée.

Par la suite, la hausse du louis s'accroît. En une seule bourse, le 20 juillet, le louis passa de 3.690 à 4.250, soit une hausse de 560 francs qui ne s'était jamais vue en une seule bourse. Cette hausse ne tint pas et, le louis oscilla de 3.600 à 3.800 au cours du mois d'août 1950. Le 6 septembre 1950 il cotait 3.670.

c) *Dévaluation du franc.* — Le 18 septembre 1949, la livre sterling ayant été dévaluée de 30 %, le 19 septembre le franc fut dévalué, par rapport au dollar, de 22 %. Par rapport à la livre et aux monnaies qui la suivirent dans sa dévaluation, le franc fut réévalué de 11 % (1), la dévaluation se fit en laissant tomber le cours du dollar de 330 à 350 le 19 septembre. En même temps, l'Office des Changes fixait, par avis, le fonctionnement du marché libre des devises. Dorénavant, le cours commercial ou moyen disparaît (2) de sorte que toutes les opérations, qu'il s'agisse du règlement des échanges de marchandises ou des transferts invisibles s'effectuent au cours libre officiel.

Tel est le régime des devises admises aux négociations du marché dit libre, qui sont, rappelons le : le dollar, le franc suisse, l'escudo portugais, le franc belge et le franc de Djibouti. Quant aux devises inconvertibles que traite exclusivement le Fonds de Stabilisation des Changes, le cours moyen du dollar commande, comme par le passé, leur taux, sauf pour la livre. Cette détermination du prix des devises est effectuée chaque mois en fonction :

a) De la parité officielle de la monnaie par rapport au dollar;

b) De la moyenne des cours du dollar des États-Unis sur le marché libre pendant une période de références comprenant les sept bourses précédant les deux derniers jours ouvrables du mois écoulé. Cette moyenne est dénommée « Cours de référence ».

Parmi les monnaies coloniales, la parité du franc C. F. A. demeure inchangée à deux francs métropolitains tandis que celle du franc C. F. P. est portée à 5 fr. 50.

Tel est le système actuel des changes. On ne peut pas dire qu'il ait le mérite de la simplicité. Un autre reproche qui lui est fait c'est que, au marché, dit libre, par une manipulation du cours du dollar ou un simple avis de l'Office des Changes non signé, paru au *Journal officiel*, la parité du franc peut être modifiée sans que le Parlement ait été consulté.

La dévaluation du 19 septembre 1949 était la cinquième depuis la Libération, la onzième depuis 1914.

d) *Réévaluation de l'encaisse or de la Banque de France.* — Une loi du 3 août 1950 a réévalué l'encaisse-or de la Banque de France sur la base de la parité de 349 fr. 60 pour 1 dollar contre 119 précédemment. Les réserves métalliques de l'Institut d'émission seront donc comptabilisées à raison de 393.396 fr. 50 le kilo contre 134.027 fr. 90.

(1) Le rapport de la Banque de France explique cette opération de la façon suivante :

1^o Le franc paraissait surévalué par rapport au dollar, au franc suisse et au franc belge;

2^o Le maintien des cours, à 330 francs le dollar, aurait conduit à surévaluer le franc par rapport au sterling et aux monnaies de son area, ce qui eut entraîné des conséquences redoutables pour notre commerce extérieur.

(2) Voir nos chroniques précédentes année 1949, p. 63 et 440.

Cette réévaluation porte sur l'encaisse libre de la Banque soit 395 tonnes 2 et sur 69 tonnes environ déposées à la Federal Reserve Bank de New-York comme gage du reliquat du prêt de 100 millions consenti par ladite banque au Gouvernement français en 1947. La réévaluation permet de dégager les francs nécessaires au Trésor pour acquérir auprès du Fonds de Stabilisation des Changes les dollars destinés au remboursement anticipé des prêts américains gagés par une fraction de l'encaisse or et, de libérer l'or qui avait été ainsi remis en gage. Elle permet aussi d'amortir immédiatement tous les bons remis par l'État à la Banque en contrepartie des prélèvements opérés sur les avoirs en or depuis la libération et de donner à la Caisse Autonome d'Amortissement les moyens de faire face aux charges du désendettement à l'égard des banques centrales étrangères qui résultera, pour la France de son adhésion à l'Union Européenne des Paiements.

Le bénéfice de la réévaluation s'élève à 126,2 milliards.

e) *Le problème des francs d'Outre-mer.* — Au cours de la période sous revue, la question a été beaucoup discutée de savoir si le franc C. F. A. ne devait pas être ramené à la parité avec le franc métropolitain. Le Conseil économique a considéré que les buts recherchés lors des décrochages réalisés le 25 décembre 1945 n'avaient pas été atteints. La création des francs C. F. A. et C. F. P. ne s'est pas révélée une opération avantageuse déclare ce rapport : « C'est un élément de trouble économique et qui peut entraîner des conséquences politiques nuisibles à l'Union française. »

Lorsque, par surprise, ces monnaies furent créées, nous formulâmes les plus grandes réserves sur le résultat de cette opération qui nous semblait avoir été étudiée avec une grande légèreté. Les événements n'ont fait que confirmer nos vues. Malheureusement, la situation antérieure ne pourra être rétablie que lorsqu'un certain nombre de précautions auront été prises.

f) *Création d'un marché officiel au comptant et à terme pour les devises non cotées sur le marché libre.* — Le 26 juillet 1950, un avis de l'Office des Changes porte création d'un marché officiel pour les devises traitées par le Fonds de Stabilisation des Changes et non cotées sur le marché libre. Les opérations s'effectuèrent au comptant et à terme et porteront sur les devises suivantes : couronne danoise, couronne norvégienne, couronne suédoise, couronne tchécoslovaque, deutsche mark, dinar yougoslave, dollar canadien, livre sterling, florin hollandais, lire italienne, livre égyptienne et principales devises de la zone sterling.

Les milieux autorisés soulignèrent que ces mesures avaient un double intérêt.

D'une part, elles comportaient une simplification administrative et rapprochaient le régime du marché de ces devises de celui, plus libéral, qui existait avant la guerre.

D'autre part, elles diminuaient, pour le Fonds de Stabilisation des Changes, les risques que comportent les contrats à terme qui seraient désormais supportés par les banques.

g) *Suppression de l'Office des Changes et du Contrôle des Changes.* — Au cours du premier trimestre 1950, la nouvelle a été lancée par un journal du soir que l'Office des Changes allait être supprimé et ses services rattachés à la Banque

de France. Les études concernant ce rattachement ont été faites depuis longtemps et il semble que cette nouvelle était exacte, mais sa divulgation prématurée aurait permis à certains intérêts particuliers mis en cause de prendre des dispositions pour faire échouer cette réforme, qui, remarquons-le, ne supprimait en rien, comme certains l'ont cru, le contrôle des changes.

Des personnes, même éminentes, grisées par l'euphorie provoquée par l'amélioration du franc, ont cru que le moment était venu de rendre sa liberté à la monnaie nationale et de supprimer toutes les entraves et contrôles qui pèsent sur elle. On écrivait même que le Gouvernement français était prêt à revenir à l'étalon or, que cette mesure avait été ajournée à la demande de Washington, et, que le franc serait stabilisé en automne. C'était aller un peu vite en besogne comme les événements de Corée survenus en juin 1950 l'ont montré. On a, alors, assisté à ce paradoxe de voir le dollar, monnaie d'un pays en guerre, progresser de 5 % par rapport au franc. Quant à l'or, sa hausse fut de 16,66 % à Paris contre 5,47 à l'étranger. On voit, par ces exemples, que le franc est encore une monnaie convalescente et sensible qui a besoin d'être consolidée avant de reprendre sa liberté.

A une séance du Comité Parlementaire du Commerce le 24 février 1950, un directeur de l'Office des Changes apporta de nouvelles vues sur cet organisme en déclarant : « Ce que l'on veut, c'est faire régner en tout le contrôle et la suprématie de l'État. A l'abri du contrôle des changes, celui-ci fait ce qu'il veut. Le contrôle des changes n'est pas un rempart, derrière lequel on défend la monnaie, c'est souvent une palissade derrière laquelle on se prépare à faire des mauvais coups. »

Cette affirmation, inquiétante dans la bouche d'un des dirigeants de l'Office des Changes, reflète le goût du paradoxe, le manque de cohésion, de discipline et de discrétion qui règnent dans certaines administrations publiques. Quoi qu'il en soit, comme nous l'avons indiqué ailleurs (1) et comme l'a confirmé dernièrement le rapport de la Banque de France, la tendance est au relâchement de la réglementation des changes. Le relâchement a résulté, notamment, de la libération des échanges invisibles dans le cadre de l'O. E. C. E. de l'allègement de la procédure des importations, de l'assouplissement du régime des devises allouées aux touristes et des mouvements de fonds par voyageurs, de la suppression de certaines entraves à l'emploi des avoirs étrangers en France. La constitution de l'Union Européenne des Paiements, qui contrairement à ce qui a été dit, ne donnera pas la liberté aux changes européens et ne supprimera pas les offices de contrôle, rendra les transferts plus faciles et pourra peut-être permettre une conversion plus effective des différentes monnaies européennes dans un avenir pas trop éloigné.

Pierre CAUBOUÉ.

(1) Cf. *La Revue de la Banque*, n° 3 et 4, p. 186 « Au sujet de l'Office des Changes français ».